



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Prévisions économiques

La croissance de la France et de l'Allemagne en panne

Le rapport sur l'économie mondiale du FMI vient d'être publié. Le fond a raboté ses prévisions pour ces deux piliers. La croissance de la France et de l'Allemagne ...

• (Page 08)

Réseaux sociaux

Les nouveaux utilisateurs de X devront payer

Pour Elon Musk, patron de la plateforme, exiger de «petits frais» est indispensable pour lutter contre les robots. ...

• (Page 08)

Kako Nubukpo

« Le débat sur les avantages et inconvénients du FCFA reste interdit »

• (Pages 3)



Aéroport de Lomé

Asky accueille un nouvel avion

La compagnie aérienne panafricaine Asky poursuit son développement. Le transporteur basé à Lomé a accueilli mardi 16 avril, un nouvel appareil. L'avion, un ...

• (Page 02)

Sheyi Emmanuel Adebayor

Un Engagement envers le développement social au Togo

Sheyi Emmanuel Adebayor, l'ancien capitaine emblématique de l'équipe nationale de football du Togo, continue de marquer son ...

• (Pages 04)

BIDC

Seedy Keita est nommé Président du Conseil des Gouverneurs

Le ministre gambien des Finances et des Affaires Economiques, Seedy Keita, est nommé Président du Conseil des ...

• (Page 06)

Santé/dépistage de diabète

Le Lions Club Lomé Alafia en campagne de sensibilisation

Le Lions Club Lomé Alafia a organisé, en collaboration avec le Lions Club France, une campagne de sensibilisation et de dépistage gratuit de diabète, le ...

• (Page 11)

World Travel Awards 2024

• (Page 04)

L'hôtel 2 février est nominé dans trois catégories prestigieuses



CANAL BOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ
8866 www.canalbox.tg
EN AVRIL L'INSTALLATION ET LA BOX FIBRE SONT A 0 FCFA
FIBREZ SANS FRAIS

Aéroport de Lomé

Asky accueille un nouvel avion

La compagnie aérienne panafricaine Asky poursuit son développement. Le transporteur basé à Lomé a accueilli mardi 16 avril, un nouvel appareil. L'avion, un Boeing 737 Max 8 immatriculé ET-BAU, vient s'ajouter aux 16 déjà déployés.

• Wilson Lawson

Doté des technologies les plus avancées en matière de sécurité et de confort, ce nouvel avion peut accueillir jusqu'à 175 passagers. L'objectif est notamment d'amplifier le trafic, renforcer les capacités de desserte, et consolider la place de Lomé en tant que hub de premier plan sous-régional. Pour rappel, depuis le lundi 21 août 2023, le Togo est devenu actionnaire de la compagnie dans le but d'ouvrir un peu plus le pays au monde, et de renforcer le statut de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE) de Lomé en tant que hub logistique. C'était à la faveur d'une cérémonie de signature d'accord entre le gouvernement, représenté par le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya, et Gervais Djondo, Président du conseil d'administration et fondateur du transporteur. Dans le détail, il s'agit d'une prise de participation à hauteur de 6 milliards FCFA, représentant 600.000 actions. Soit, 14,39% du capital de



la compagnie. Plus qu'un simple investissement financier, un investissement stratégique. Pour le Gouvernement, l'opération se veut plus qu'un simple investissement financier, a expliqué le ministre. Il s'agit pour l'Etat d'un investissement stratégique au regard de sa politique d'intégration de la sous-région et d'ouverture de notre pays au reste du monde. ASKY que le Gouvernement veut encore plus solide, plus performant et plus fort, est le vecteur de la mise en œuvre de cette politique qui consiste à faire de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma, un véritable hub de la sous-région. La vision de la compagnie aérienne Asky est d'être une compagnie aérienne internationale

ayant une touche Africaine ; une compagnie qui dessert et relie les pays africains entre eux et l'Afrique au reste du monde, à travers un service d'excellente qualité. Sa mission est d'accompagner et faciliter de façon dynamique les activités économiques et commerciales par la création de nouveaux itinéraires de transport entre les Etats de la région et ses nouveaux partenaires commerciaux. Offrir des liaisons régulières, sûres et fiables, à des prix compétitifs. Faciliter les différentes connexions par son large réseau et la ponctualité de ses vols. Contribuer au développement du tourisme intra-africain et du tourisme international en direction de l'Afrique.



Image du jour



BRVM INVESTMENT DAYS 2024
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

7 MAY • 9:00 - 12:30
Agri Commodities Workshop

8 MAY • 9:00 - 16:30
Investment conference

JSE, Johannesburg www.brvminvestmentdays.com

AUX DECIDEURS ...

Du protocole commercial numérique

En février 2024, les chefs d'État africains ont adopté un projet de protocole visant à réglementer le commerce numérique au sein du continent. Ce parcours important mais ambitieux pour l'économie numérique de l'Afrique s'inscrit dans le cadre d'un accord commercial plus large, conçu pour créer un marché continental unique pour la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. Franziska Sucker explique le protocole, pourquoi il est important et ce qu'il reste à faire.

Le commerce numérique fait référence à l'échange transfrontalier de biens, de services et d'autres éléments échangeables rendu possible par les technologies numériques.

La part de marché de l'Afrique dans le commerce numérique à l'échelle mondiale est faible. Mais il s'est développé rapidement, dépassant la moyenne mondiale. Par exemple, entre 2005 et 2021, les exportations mondiales de services numériques ont augmenté de 40,52 %, tandis que celles de l'Afrique ont bondi de 91,53 %.

Le protocole représente une approche panafricaine consolidée sur les questions de commerce numérique, ouvrant la voie à une convergence réglementaire et à des normes communes.

Il stipule des règles pour les questions spécifiques au commerce traditionnel et au commerce numérique. Les questions spécifiques au commerce numérique comprennent la gouvernance des données, la protection des entreprises et des consommateurs, la facilitation du commerce numérique et l'inclusion numérique.

Les États parties sont tenus de préciser les règles du protocole sur une série de sujets. Ceux-ci incluent les paiements numériques, le transfert de données, les codes sources, les identités numériques, les technologies financières, les technologies émergentes et la sécurité en ligne.

C'est important car il n'existe pas de règles mondiales régissant le commerce numérique. Quarante-deux pays discutent d'une réglementation dans le cadre de l'Initiative conjointe sur le commerce électronique de l'Organisation mondiale du commerce, mais sans résultat jusqu'à présent.

Ce paysage réglementaire fragmenté entraîne des incertitudes juridiques et des coûts de mise en conformité élevés. Le protocole élaboré pour l'Afrique vise à combler ces lacunes.

Un meilleur alignement des réglementations nationales à travers l'Afrique augmentera la sécurité juridique et augmentera l'interopérabilité entre les systèmes du continent.

Améliorer ainsi le climat des affaires contribuera à positionner les entreprises et les start-ups numériques africaines sur la voie de la croissance et éventuellement à perturber les marchés monopolistiques. Il est également probable que cela conduise les entreprises internationales à établir des opérations locales.

La plus grande préoccupation est que l'intégration des économies numériques africaines pourrait exacerber la répartition inégale des bénéfices. Cela pourrait conduire à un renforcement des inégalités sur trois fronts : entre l'Afrique et les autres régions ; entre différents États africains ; et au sein des pays africains eux-mêmes.

Un problème clé est que le protocole pourrait déclencher une concurrence entre les pays africains. Ils pourraient conclure des accords de libre-échange individuels avec des parties extérieures qui initieraient un nivellement par le bas des normes réglementaires alors que les pays tentent d'attirer les investissements étrangers. Cela pourrait aboutir à la création de « hubs de données » régionaux favorisant les acteurs numériques dominants établis. En retour, cela pourrait exposer le marché africain à des abus de pouvoir de marché, avec des effets néfastes sur les économies locales et l'égalité intra-africaine.

Ce qu'il faut, ce sont des politiques complémentaires dans des domaines tels que le droit de la concurrence et le droit fiscal, ainsi que des dispositions en matière de traitement spécial et différencié pour garantir un développement équitable.

Contraintes de capacité. De nombreux pays – en particulier les moins développés – sont confrontés à des défis importants en raison du manque de connaissances et des contraintes budgétaires nécessaires pour développer des cadres réglementaires favorables au niveau national.

Les pays dépourvus de lois actuelles auront besoin d'une aide substantielle. Dans l'attente des annexes détaillées. Le protocole appelle à plus de détails dans les annexes non encore élaborées sur les questions clés. L'absence de ces lignes directrices détaillées pourrait retarder la mise en œuvre complète du protocole. Le chemin pour rendre le protocole efficace est en effet long. Il faut surmonter ces obstacles importants pour garantir une mise en œuvre réussie.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Kako Nubukpo

« Le débat sur les avantages et inconvénients du franc CFA reste interdit »

L'arrivée de Bassirou Diomaye Faye à la tête du Sénégal a réveillé le débat sur le franc CFA. L'économiste reconnu pour ses travaux revient sur les enjeux actuels.



Jamais dans l'histoire le franc CFA – monnaie coloniale des territoires français d'Afrique créée en 1945 et utilisée dans les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale – n'a été aussi proche de sa disparition. D'un côté, le nouveau président élu au Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, fait de la sortie du franc CFA l'une de ses promesses de campagne. De l'autre, le Mali, le Burkina Faso et le Niger, réunis au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), ont annoncé fin janvier avec fracas leur volonté de créer une monnaie commune... pour remplacer le franc CFA dont les billets sont toujours imprimés à Chamalières, en France.

Un mouvement simultané inédit qui fait ressurgir des débats plus larges autour de la pertinence de cette monnaie et aussi sur les projets d'avenir comme la mise en place de l'éco, la future monnaie commune des 15 pays de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Comment l'économiste togolais Kako Nubukpo, reconnu pour ses travaux de recherches sur le franc CFA, observe-t-il ces derniers soubresauts ? Le point Afrique a recueilli sa parole.

Pour la première fois, un parti politique qui accède au pouvoir au Sénégal soutient et se fait le porte-voix des revendications des populations, au niveau national mais également régional, sur l'abandon du franc CFA. Qu'est-ce que cette nouvelle donne traduit sur la dynamique actuelle au Sénégal ? Et à plus large échelle au niveau régional ?

Kako Nubukpo : C'est une très bonne nouvelle que des acteurs politiques clairement engagés contre le franc CFA, en tout cas dans sa mouture actuelle, puissent accéder aux responsabilités. Cela crédibilise les débats que nous soulevons depuis plus de deux décennies autour de la pertinence de cette monnaie.

D'autant plus que le Sénégal est la deuxième économie de la zone, l'UEMOA, après la Côte d'Ivoire. Cependant, le sujet qui me semble le plus pertinent est de savoir si les nouveaux dirigeants sénégalais souhaitent une sortie isolée du franc CFA ou mener des réformes dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Le Sénégal semble être à la croisée des chemins avec comme option l'adhésion à l'éco à travers la Cedeao ou bien le rejet du franc CFA en adoptant le même chemin que les États putschistes de la sous-région (Mali, Niger et Burkina Faso). Quels seraient les atouts et les répercussions de ces deux voies ?

Le nouveau président élu Bassirou Diomaye Faye a été très clair : il a dit que, dans un premier temps, le Sénégal allait essayer d'impulser des réformes dans le cadre de la Cedeao et de l'UEMOA. En revanche, si ces réformes n'aboutissent pas, il a indiqué que son pays serait obligé de sortir de ces unions afin de créer sa propre monnaie. Il faudrait que les autorités sénégalaises nous disent maintenant ce qu'elles voudraient faire comme réforme dans le cadre communautaire actuel, et à partir de quel moment elles pourraient décider d'en sortir.

Jugez-vous le projet de création d'une monnaie des États sahéliens réunis au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES) crédible ?

Le pouvoir de battre monnaie est un privilège régalien. Il est donc tout à fait légitime que des États souverains puissent exercer leur souveraineté monétaire. Contrairement à l'avis

général, les unions monétaires sont les exceptions. Sur les 54 États africains, il n'y a que deux régions qui ont formé des unions monétaires, l'UEMOA et la Cemaq, en Afrique centrale. Presque tous les autres pays ont leur propre monnaie.

La question est de savoir si ces pays veulent créer chacun leur monnaie ou aller vers une monnaie commune à trois ? Dans ce contexte, les nouveaux dirigeants sénégalais qui tiennent un discours panafricaniste vont-ils vouloir s'allier aux trois États de l'AES ?

Pour l'instant, rien n'est à exclure. Mais si Bassirou Diomaye Faye et son gouvernement prenaient cette décision, l'avenir de l'Union monétaire ouest-africaine serait clairement en sursis. Car les pertes seraient énormes pour l'organisation, puisque le Sénégal et les trois États de l'AES représentent 45 % du produit intérieur brut de l'UEMOA.

Concrètement, où en est la Cedeao depuis 2021 et le vote par la France de la loi entérinant le franc CFA ?

Rien n'a bougé depuis les annonces faites le 21 décembre 2021 par les présidents Macron et Ouattara à Abidjan. Le nom, qui représente la question identitaire par excellence, n'a toujours pas été changé !

Le ministre français des Affaires étrangères a déclaré la semaine dernière que la France avait fait sa part, en se retirant des organes de gouvernance de la monnaie, en particulier au Comité de politique monétaire de la BCEAO et à la Commission bancaire à Abidjan.

En rétrocedant, également, la part des réserves qui était détenue auprès du Trésor à Paris. Et Stéphane Séjourné a ajouté qu'il revenait désormais aux États africains d'exercer pleinement leur souveraineté en matière monétaire. La balle est clairement dans le camp des dirigeants africains.

Nous sommes face à un statu quo en ce qui concerne notre politique monétaire, car les réformes qui auraient dû être menées pour transformer le franc CFA n'ont pas été engagées, et le déploiement de l'éco le projet de monnaie commune initié par les 15 États de la Cedeao, qui devait être mis en place depuis 2020, a été reporté à 2025.

Comment expliquez-vous ce statu quo ?

J'entrevois deux motifs qui pourraient expliquer cet immobilisme. Le premier, c'est clairement une absence de leadership au niveau de la conférence des chefs d'État de l'UEMOA, puisque c'est cet organe qui doit impulser les réformes. Cela traduit, à mon avis, une absence de consensus autour de ce dossier.

Le deuxième motif est plus circonstanciel. En 2020, la pandémie de Covid-19 a marqué un coup d'arrêt dans la mise en œuvre de l'éco, et surtout, la crise économique qui a suivi a conduit à la suspension de l'application des critères de convergence au sein de l'UEMOA.

Or, il y a un lien très important entre la solidité de la monnaie et les réformes en matière de finances publiques, dont l'application des critères de convergence. Après la pandémie, les chefs d'État n'ont pas jugé utile de rétablir ces critères de convergence qui sont toujours suspendus.

Partagez-vous le positionnement de l'État français qui dit qu'il a fait sa part...

Le débat ne porte pas là-dessus. Je propose quatre pistes pour enfin sortir de l'ornière. Premièrement, le nom de cette monnaie doit changer. Deuxièmement : l'abandon de la garantie française. Je crois que la garantie française ne nous a, en pratique, pas vraiment servi parce que nous avons toujours défendu avec nos propres réserves de change le taux de change, entre

le FCFA et le franc français puis l'euro.

La seule fois où nous aurions pu avoir besoin de la garantie française c'était en 1993, ça s'est soldé par la dévaluation du franc CFA en janvier 1994. Autre bémol, la contrepartie de cette garantie était le dépôt d'une partie des réserves de change auprès du Trésor français. Or, nous ne déposons plus rien officiellement auprès du Trésor hexagonal. Je pense donc qu'il faut en finir avec cette garantie.

Troisièmement, je crois qu'il faut fusionner les deux traités : celui de l'Union monétaire ouest-africaine et l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Il en est question depuis au moins trente ans. Sans la fusion des traités, il sera encore plus difficile de coordonner la politique monétaire qui est commune avec les politiques budgétaires qui sont nationales.

Enfin, quatrième et dernière réforme nécessaire de mon point de vue, c'est le régime de change. Il est prévu que l'éco soit rattachée à un panier de devises, notamment le dollar, l'euro, le yuan, la livre sterling. En tout état de cause, la question de l'opportunité d'une fixité de change CFA/euro se pose, que ce soit dans le cadre de la Cedeao ou même dans le cadre de l'Union monétaire.

Dans cette perspective, l'abandon de la garantie française me semble un impératif, parce que la France peut garantir une fixité avec l'euro, mais elle n'est pas copropriétaire du dollar, de la livre sterling ou du yuan chinois. Donc si on va vers un régime de change plus flexible, il est impératif de faire des réformes.

La situation économique et monétaire des pays de la région ouest-africaine ayant leur propre monnaie est loin d'être enviable : le naira est en crise, le cedi ghanéen aussi, le franc guinéen... tous envient la stabilité du franc CFA...

Le drame avec le CFA, c'est que le débat sur ses avantages et ses inconvénients reste interdit. Il y a toujours eu une omerta tant du point de vue du Trésor français que des banques centrales de la zone franc. On a donc plutôt l'impression que les bienfaits du franc CFA sont simplement postulés. Il faudrait que l'on puisse montrer à tout un chacun qu'il y a des avantages dans cette monnaie tout comme des inconvénients. Mais à partir du moment où le débat n'est pas ouvert, on a l'impression qu'on nous cache des choses.

Un débat ouvert aux citoyens qui utilisent le franc CFA me semble plus que nécessaire afin qu'ils puissent décider de manière souveraine. Nous sommes un certain nombre à avoir demandé des référendums pour que les populations puissent s'exprimer. Nous ne pouvons pas accepter qu'une technocratie, fût-elle compétente, impose ses choix à la majorité.

Cela ne remet pas en cause la stabilité...

Concrètement, dans les faits, le franc CFA est fixe par rapport à l'euro, mais il bouge chaque seconde vis-à-vis de toutes les autres devises puisque l'euro bouge chaque seconde vis-à-vis de toutes les autres devises. La stabilité est un leurre. La seule différence, c'est que les fluctuations du FCFA vis-à-vis des autres devises ne dépendent pas de la conjoncture économique en zone franc, mais dépendent de la conjoncture économique en zone euro. C'est-à-dire que ce sont les fluctuations de l'euro qui sont les fluctuations du CFA vis-à-vis des autres devises.

Il faut également prendre en compte la stabilité interne. La zone franc est une zone de déflation structurelle, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'activité, mais tout le monde applaudit les taux d'inflation très bas. Quand vous observez l'indice de développement humain des pays de la zone franc, ces derniers ne sont pas devant les pays qui ont leur propre monnaie.

Le Ghanéen ne vit pas plus mal que le Togolais ou le Béninois. En fait, si vous avez des prix très bas, mais que vous n'avez pas de revenus nominaux élevés, vos revenus réels seront très bas.

À chaque fois qu'on nous parle des vertus du franc CFA, il faut se poser la question de savoir si le CFA permet de créer des activités qui donnent accès aux crédits pour alimenter nos PME, pour créer des emplois suffisamment durables, etc. Pour moi, avoir du franc CFA c'est très bien, mais c'est postuler que le Togo a la même économie que l'Allemagne !

Le Point Afrique

World Travel Awards 2024

L'hôtel 2 février est nominé dans trois catégories prestigieuses

Pour le compte de l'année 2024, l'hôtel 2 février est nominé aux World Travel Awards, la plus prestigieuse marque de célébration dans le secteur touristique dans le monde.

L'hôtel 2 février est nominé dans « Africa's Leading Hotel 2024 », « Africa's Leading Hotel Residences 2024 » et « Togo's Leading Hotel 2024 ». La sélection de l'hôtel 2 février pour trois catégories prestigieuses aux World Travel Awards 2023 témoigne de l'excellence de cet établissement hôtelier 5 étoiles. C'est une reconnaissance bien méritée de son dévouement et de son engagement envers la satisfaction de ses clients. Cette nomination encourage l'hôtel 2 février à continuer à offrir des services exceptionnels et à maintenir sa position de leader dans l'industrie de l'hôtellerie de luxe. « L'hôtel 2 février se veut être en compétition avec d'autres grands hôtels sur le plan mondial et pour cela, il faut de la visibilité. Cette année nous voulons présenter l'hôtel sur le plan international en allant concourir avec d'autres structures hôtelières sur le plan mondial en montrant que cet hôtel a tout ce qu'il faut en termes de capacités d'accueil et de savoir-faire. Nous voulons être l'hôtel leader sur le marché africain, dans

le domaine des résidences », a précisé le directeur commercial et marketing. Les premiers responsables appellent à voter pour l'hôtel 2 février, afin de la hisser comme l'un des plus grands et prestigieux complexes hôteliers au Togo, dans la sous-région et dans le monde. Les votes prennent fin le 8 septembre prochain. Les World Travel Awards ont été créés en 1993 pour reconnaître, récompenser et célébrer l'excellence dans tous les secteurs clés des industries du voyage, du tourisme et de l'hôtellerie. Aujourd'hui, la marque World Travel Awards

est reconnue mondialement comme la marque ultime de l'excellence du secteur. Il faut rappeler que les autres hôtels togolais ont beaucoup à gagner pour le sacre de l'hôtel 2 février. Dans une partie de la présentation des caractéristiques de l'hôtel, la structure hôtelière donne les possibilités d'offres de services en matière d'hôtellerie au Togo. Le vote se fait sur le site worldtravelawards.com/register à travers un code QR qui permet de s'enregistrer et de voter.

Luc Amen



Véhicules utilitaires

Le Chinois Faw Trucks débarque sur le marché togolais

Faw Trucks, marque emblématique de véhicules utilitaires chinois, fait son entrée sur le marché togolais.

Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, deux nouveaux véhicules, promis d'être adaptés aux routes locales, sont orchestrés par Togo Best Motor Sarl (TBM), le concessionnaire agréé de Faw Jiefang au Togo et au Bénin. Les nouveaux véhicules, le camion tracteur et le camion benne, sont proposés en modes 6x4 et 8x4, conçus respectivement pour le transport logistique et de produits généraux, ainsi que pour le transport de matériaux lourds comme le sable et le gravier. Selon Yang Li, directeur général de TBM,



ces véhicules ont été spécifiquement adaptés aux besoins du marché togolais après une étude approfondie menée en 2018 et 2019, incluant des analyses des infrastructures routières et des conditions climatiques locales, notamment en Côte d'Ivoire et au Ghana. Avec le lancement de ses activités, TBM se joint désormais

à une liste d'acteurs déjà présents sur le marché togolais, comprenant notamment des concessionnaires tels que Diwa International, Van Vliet Automotive Togo, Sinocar, Japan Motors, Heavymat Togo, ou encore SMT TOGO.

Avec Togo First

Sheyi Emmanuel Adebayor

Un Engagement envers le Développement Social au Togo

Sheyi Emmanuel Adebayor, l'ancien capitaine emblématique de l'équipe nationale de football du Togo, continue de marquer son empreinte dans le domaine du développement social et économique de son pays.

Récemment, sur sa page Facebook, il a annoncé un projet révolutionnaire : la construction de logements sociaux à Lavié, une localité située à plus de 120 km au nord-ouest de la capitale, Lomé. Mais ce n'est pas tout, ces logements sont spécifiquement conçus pour les étudiants en agro-industrie, soulignant ainsi l'importance accordée à l'éducation et à l'avenir de ce secteur vital pour l'économie togolaise. Ce projet phare s'inscrit dans le cadre des actions de la Fondation SEA, créée par Adebayor en 2022. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), cette fondation a lancé un ambitieux programme de formation visant à outiller plus de 1000 jeunes togolais dans le domaine de l'agrobusiness au cours des trois pro-

chaines années. Cette initiative holistique vise à créer des opportunités d'emploi durables pour la jeunesse togolaise, en mettant l'accent sur la formation, la création de groupes d'agripreneurs leaders et le soutien à la création d'entreprises agroalimentaires. En fournissant un environnement sûr et confortable aux étudiants en formation à Lavié, ce projet de logements sociaux contribue à jeter les bases d'un avenir prospère pour l'agriculture

togolaise. Il incarne parfaitement l'engagement indéfectible d'Adebayor envers le développement durable et l'autonomisation des jeunes de son pays. En offrant non seulement un toit, mais aussi une plateforme pour cultiver et soutenir les esprits brillants de demain, Sheyi Emmanuel Adebayor consolide son héritage en tant que leader visionnaire et acteur du changement au Togo.

Hélène Martelot



Financement

Au Togo, 50 entreprises contrôlent plus de 37% des crédits bancaires

Au Togo, le crédit fait le jeu des gros poissons. Un récent rapport de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) vient jeter une lumière crue sur la distribution très concentrée des crédits bancaires. À la fin de 2023, une poignée de seulement 50 entreprises accaparait 37,6% des crédits bancaires encore à rembourser. Ces grandes entreprises utilisatrices de crédits bancaires (GEUCB) - terme déposé par la Banque centrale - qui ne représentent pourtant qu'une infime partie du tissu économique togolais (bien loin de 1% des entreprises actives), tiennent le haut du pavé.

La situation n'est pas propre au Togo. En Guinée-Bissau, ces grandes entreprises concentrent 58,1% des crédits, et au Niger, 50,4%. Ces chiffres tombent à 25,2% en Côte d'Ivoire et 26,6% au Sénégal, mettant en relief une disparité flagrante à l'échelle même de l'UEMOA. Au sein de l'Union, ce sont 400 GEUCB qui détiennent plus de 50% de l'encours des crédits bancaires. La BCEAO pointe ensuite le Togo comme l'un des terrains les plus fertiles pour les financements transfrontaliers dans l'Union, qui représentent 302,6 milliards de francs CFA à la fin de décembre 2023. Avec 25,8% de ces financements transfrontaliers attribués par des établissements de crédit togo-

lais aux GEUCB, le Togo se positionne comme un acteur clé dans le réseau de crédit régional. Cette position renforce sa stature de place financière dans l'UMOA, mais expose son économie aux aléas des voisins. Ces données viennent mettre en perspective d'autres tendances observées ces dernières années par Togo First et des chiffres d'une enquête de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-T), selon lesquels 6% des entreprises concentrent à elles seules 88% du total des chiffres d'affaires déclarés dans le pays. Une sorte d'oligopole où les petites et moyennes entreprises (PME), qui forment pourtant le pilier de l'économie

togolaise et représentent 90% des entreprises enregistrées, peinent à trouver leur part du financement, écrasées par leur petite taille, la faible taille du marché, le manque de garanties, et un profil de risque souvent jugé trop élevé par les banquiers. Cependant, une nouvelle dynamique se dessine dans le financement de l'économie togolaise. Selon Sani Yaya, ministre de l'Économie et des Finances, lors du dernier Conseil national de Crédit (CNC), les financements accordés au secteur privé et à l'État par les banques et les systèmes financiers décentralisés ont progressé de 6% en un an pour atteindre 1 955 milliards FCFA à fin décembre 2023.

Avec Togo First

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres					
Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigeria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
Indicateurs du commerce extérieur					
Commerce extérieur (en % du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-96,5	-644	-782	-757	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	-822	-502	-626	596	n/a
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Importations de biens et services (en % du PIB)	6,7	4,7	2,0	2,1	4,7
Exportations de services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451
Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles					
Principaux indicateurs économiques					
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserve de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Aménagement du Territoire
Communautaire et des Transports

Le Commissaire



AVIS N°005 /2024/AMI/DATC/UEMOA
AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT
D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN VUE DE REALISER L'ETUDE
POUR L'HARMONISATION ET L'INTEROPERABILITE DES SYSTEMES
D'EXPLOITATION DES LIGNES FERROVIAIRES DE L'ESPACE UEMOA
(RELANCE) 08 AVR 2024

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son budget 2024, envisage la sélection d'un consultant individuel en vue de réaliser l'étude pour l'harmonisation et l'interopérabilité des systèmes d'exploitation des lignes ferroviaires de l'espace communautaire.
2. L'objectif de la mission consiste globalement à contribuer à la circulation, sans entrave des trains de tous les Etats membres sur les corridors ferroviaires de l'UEMOA.

Le principal résultat attendu est le rapport final de l'étude pour l'élaboration des textes communautaires portant sur l'harmonisation et l'interopérabilité des systèmes d'exploitation des lignes ferroviaires de l'espace UEMOA, avec la proposition de projets de textes y afférent. Les résultats spécifiques attendus sont :

- un état des lieux exhaustif, au niveau des Etats membres, des questions d'interopérabilité et d'harmonisation des lignes ferroviaires, est établi et les propositions nécessaires à l'harmonisation et l'interopérabilité des systèmes d'exploitation des lignes ferroviaires sont formulées ;
 - des projets de textes communautaires portant sur l'harmonisation et l'interopérabilité des systèmes d'exploitation des lignes ferroviaires, sur la base des conclusions et recommandations de la présente étude, sont proposés ;
 - les incidences financières pour la mise en place des dispositifs d'interopérabilité des lignes ferroviaires existantes sont évaluées.
3. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de quatre (4) mois, hors délai d'approbation des livrables.
 4. En vue de la constitution de la liste restreinte, le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, invite les consultants individuels qualifiés ayant une expérience confirmée dans le domaine identifié, à manifester leur intérêt à fournir les prestations décrites ci-dessus.
 5. Les consultants individuels intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des prestations. Les informations fournies doivent être précises et vérifiables (preuve à l'appui : copies certifiées conformes des diplômes ou attestations, certificats ou attestations de travail, certificats ou attestations de bonne fin d'exécution pour les missions réalisées, etc.).
 6. La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
 7. La sélection du consultant individuel se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA et définies dans le Règlement d'exécution N°001/2020/COM/UEMOA du 24/02/2020 relatif aux règles de passation, d'exécution et de réception des marchés des Organes de l'UEMOA.
 8. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale et l'expérience spécifique du consultant selon les critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	20
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	70
3 - « Connaissance de la région (pays de l'UEMOA) »	10
Total des points	100

9. Pour tous renseignements, veuillez contacter le secrétariat à l'adresse ayaro@uemoa.int et myanogo@uemoa.int.
10. Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, en quatre (04) exemplaires (un original plus trois copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées à la Commission de l'UEMOA, Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC).

A l'attention de Monsieur le Commissaire Chargé du Département l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) Complexe Administratif de Ouaga 2000, Bureau 505, au 5^{ème} Etage Place Monument des Héros nationaux Boîte postale : 01 BP 543 Ouagadougou, Burkina Faso Tél : (226) 25 42 50 54

Les candidats doivent s'assurer que leurs plis sont effectivement parvenus à la Commission de l'UEMOA dans les délais fixés.

La date limite de dépôt des plis (date prorogée) est le 23 avril 2024 à 9 heures 00, heure locale.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 15h00 mn au complexe administratif sis à Ouaga 2000.

Les candidats désireux peuvent prendre part ou se faire représenter à la séance d'ouverture.

L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêts devra être scellée et porter visiblement la mention : « Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un consultant individuel en vue de réaliser l'étude pour l'harmonisation et l'interopérabilité des systèmes d'exploitation des lignes ferroviaires de l'espace communautaire ».

08 AVR 2024

Le Commissaire chargé du
Département de l'Aménagement
du Territoire Communautaire et
des Transports (DATC)

Jonas GBIAN



BIDC

Seedy Keita est nommé Président du Conseil des Gouverneurs

Le ministre gambien des Finances et des Affaires Economiques, Seedy Keita, est nommé Président du Conseil des Gouverneurs de la BIDC.

La 22ème Assemblée Générale annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), tenue le 21 mars 2024 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, a nommé à l'unanimité Son Excellence M. Seedy Keita, ministre des Finances et des Affaires Economiques de la Gambie, en tant que nouveau Président du Conseil des Gouverneurs de la BIDC. Il succède au ministre de l'Économie, du Plan et du Développement de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Mme Nialé Kaba. Le Conseil des Gouverneurs, qui est l'organe décisionnel suprême de la Banque, est composé des Ministres des Finances et/ou des Ministres du Plan des quinze (15) États membres de la CEDEAO. S'exprimant au sujet de la nomination du nouveau Pré-

sident du Conseil des Gouverneurs, Dr George Agyekum Donkor, Président de la Banque et de son Conseil d'Administration, a exprimé sa confiance dans la capacité de M. Keita à conduire la BIDC vers l'atteinte de ses objectifs en termes de croissance stratégique, d'efficacité et d'impact régional. Le Président de la BIDC a également souligné l'expertise de M. Keita dans les secteurs de la finance, du commerce et de l'industrie tout en souli-

gnant la vaste expérience du ministre en matière de développement du secteur privé, de stratégie financière et de gestion budgétaire. Dans son discours, Son Excellence M. Seedy Keita s'est engagé à aider la Banque à progresser dans quatre domaines, à savoir : la mobilisation des ressources, le recouvrement des capitaux, l'intégration de membres non régionaux et l'établissement global de la BIDC en tant que banque régionale de référence.



Capital-investissement

3,5 milliards \$ enregistrés en Afrique au cours du 1er trimestre 2024

Les chiffres du premier trimestre 2023 étaient bien meilleurs que la moyenne globale de la période de 8 années examinée.

Les flux d'investissement sous forme de capital privé ciblant l'Afrique ont atteint 3,52 milliards de dollars au premier trimestre 2024, pour un total de 150 transactions, selon les données Ecofin Pro. Ces chiffres affichent une baisse respective de 52,9% en valeur et 54,7% en nombre de transactions par rapport à la même période en 2023. Il s'agit des premières baisses de performance observées depuis la fin officielle de la pandémie de covid-19 en 2021. Néanmoins, le capital privé démontre une certaine résilience en Afrique malgré cette contreperformance. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer. D'une part, 2023 se présente comme une année exceptionnelle pour les premiers trimestres analysés depuis 2017, avec 331 transactions enregistrées (+27,3%) pour un montant global de 7,47 milliards de dollars (+79,4%). De plus, dans une perspective plus globale, le premier trimestre 2024 reste dans la lignée des performances précédentes (2017 à 2023). La moyenne des valeurs de transaction atteint environ 23,47 millions de dollars, soit la meilleure performance depuis 2018 et supérieure à 2023. La valeur totale des transactions de cette période se rapproche également de la moyenne



des 8 dernières années (3,87 milliards de dollars). Par ailleurs, on note peu de changement sur certains aspects. Les secteurs les plus attractifs varient chaque année, mais l'énergie, les services financiers, les télécommunications et les technologies de l'information ressortent régulièrement comme des secteurs clés sur tous les premiers trimestres depuis 2017. Sur le plan géographique, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, l'Égypte et le Maroc figurent parmi les principaux marchés destinataires des investissements. De même, les investissements continuent de se concentrer davantage dans les pays anglophones par rapport aux pays francophones, avec un écart substantiel chaque année en faveur des premiers. Chez les acteurs clés, la Société financière internationale (SFI) et d'autres institutions internationales de financement du développement jouent toujours un

rôle prépondérant. Cependant, pour la première fois, des entités africaines telles que la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque ouest-africaine de développement apparaissent dans le top 5 des animateurs du capital-investissement dans la région au cours d'un premier trimestre. Une analyse plus détaillée de ces indicateurs sera bientôt disponible dans la base de données Ecofin Pro, où sont enregistrées et collectées quotidiennement des informations y relatives. Contrairement aux bases existantes, l'Agence Ecofin enregistre chaque annonce de financement, y compris les dons ou l'assistance technique. La notion de « flux » vient du fait qu'une partie des ressources mobilisées est destinée à des fonds, qui eux-mêmes les investissent sur d'autres entreprises ou secteurs.

Avec Agence Ecofin

Agriculture

Bayer s'associe à Trinity Agtech pour promouvoir des pratiques régénératives

Bayer a annoncé un partenariat avec la société Trinity Agtech, basée au Royaume-Uni. Dans le cadre des efforts de Bayer pour promouvoir l'agriculture régénérative, la plateforme Sandy de Trinity Agtech jouera un rôle déterminant dans l'initiative carbone de Bayer dans la région EMEA en mesurant et en surveillant le carbone au niveau des exploitations agricoles.

● Junior Aredola

En outre, la coopération permettra le développement personnalisé des solutions de Bayer pour répondre aux besoins des acteurs de la chaîne de valeur et des producteurs, en fonction des capacités de Trinity. En tirant parti des atouts scientifiques, numériques et agronomiques des deux côtés, le résultat est un écosystème agricole régénérateur unique, développant des actifs de haute qualité pour un marché qui doit s'engager sur des résultats tangibles et crédibles. L'Initiative européenne sur le carbone est essentielle à la stratégie globale de Bayer visant à façonner l'agriculture régénératrice. Cela implique de rendre l'agriculture plus productive et plus résiliente tout en restaurant les ressources naturelles. Lancée en 2021, l'Initiative Carbone comprend désormais de multiples projets sur mesure avec de grandes entreprises de la chaîne de valeur alimentaire et agricole. Aujourd'hui, des agriculteurs de plusieurs pays européens et des entreprises de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et agricole travaillent aux côtés de ces partenaires pour réduire les émissions de carbone et séquestrer le carbone dans le sol. Les résultats du projet montrent que les producteurs qui utilisent des pratiques régénératrices émettent en moyenne 15 pour cent de carbone en moins que les agriculteurs



conventionnels. D'ici 2025, Bayer prévoit d'augmenter considérablement le nombre de projets de chaînes de valeur alimentaires et agricoles ainsi que le nombre d'agriculteurs participant aux programmes de chaînes de valeur, alors que l'Initiative européenne sur le carbone va passer de la phase pilote à la phase de mise à l'échelle des projets commerciaux. Pour soutenir ces objectifs, un suivi, un reporting et une vérification (MRV) fiables sont essentiels pour que tous les acteurs de la chaîne de valeur alimentaire se conforment aux tiers, aux directives mondiales, aux organismes de certification et aux exigences réglementaires. Avec Sandy, Trinity Agtech a développé une plateforme cloud de nouvelle génération, fiable et facile à utiliser, où les agriculteurs et les développeurs de projets regrouperont toutes leurs données en un seul endroit pour créer un registre factuel et basé sur des données primaires des ressources naturelles d'une ferme. Cela permet à l'agriculteur d'évaluer le bilan carbone de l'exploitation et les options pour l'avenir. « Notre collaboration avec Trinity offre de nombreux

avantages aux agriculteurs et à nos partenaires de la chaîne de valeur alimentaire qui souhaitent respecter leurs engagements de réduction des émissions de carbone et soutenir les pratiques régénératrices dans l'agriculture », a déclaré Lionel Alexandre, responsable de Carbon Business Venture pour l'Europe, Middle East et Afrique à la division Crop Science de Bayer. « Nous avons besoin d'une technologie de mesure et d'une analyse de données fiables pour vérifier les réductions de carbone et la séquestration du carbone dans les exploitations agricoles. Trinity apporte sa contribution avec sa plateforme de pointe qui est reconnue par de nombreux experts du monde entier. Les modèles et cadres analytiques de Trinity sont conformes aux niveaux national et international aux normes du GIEC et à d'autres directives mondiales clés, telles que le GHG-P, en plus de la vérification préalable par rapport aux méthodologies ISO 14.064 et 14.067. Le conseil scientifique distinctif de Trinity Agtech comprend des experts internationaux de premier plan pour garantir l'évaluation la plus précise possible pour l'agriculteur avec les données disponibles.

Nigeria

Old Mutual cède au groupe britannique Emple ses filiales d'assurance vie et générale

Après la vente en janvier 2024 de sa filiale d'assurance à court terme en Tanzanie, Old Mutual poursuit son retrait de certains marchés africains. Le groupe, qui a pour 1er actionnaire le sud-africain Public Investment Corporation (16,76%), a lancé la vente de ses activités d'assurance vie et générale au Nigeria.

Le groupe sud-africain de services financiers Old Mutual a conclu un accord de cession des parts majoritaires qu'il détenait dans ses filiales d'assurance vie et d'assurance générale au Nigeria. Si le montant de la cession n'a pas été divulgué, on sait que l'acquéreur est le groupe britannique Emple. Selon Old Mutual, cette décision de cession s'inscrit dans la stratégie de révision de son périmètre d'activité en dehors de l'Afrique du Sud. Le groupe d'assurance présent

dans 13 pays africains en plus de la Chine, explique vouloir se concentrer sur des marchés précis et plus rentables. Avec la vente de ses actions dans Old Mutual Nigeria Life Assurance Company et Old Mutual General Insurance Company Nigeria, la holding cotée sur 4 bourses africaines (Afrique du Sud, Namibie, Malawi, Zimbabwe) n'opérera désormais sur ce segment qu'au Ghana dans la région ouest-africaine. Elle restera au Nigeria uniquement dans le secteur de la gestion d'actifs. La finalisation des

accords de vente est prévue pour cette année. Les parties prenantes devront satisfaire à un ensemble d'approbations réglementaires et contractuelles d'usage. Old Mutual, qui a pour premier actionnaire avec 16,76 % de parts, le gestionnaire d'actifs sud-africain Public Investment Corporation (PIC), avait déjà cédé en janvier 2024 la totalité de sa participation dans son activité d'assurance à court terme en Tanzanie. L'opération est en attente d'approbations.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 17 avril 2024

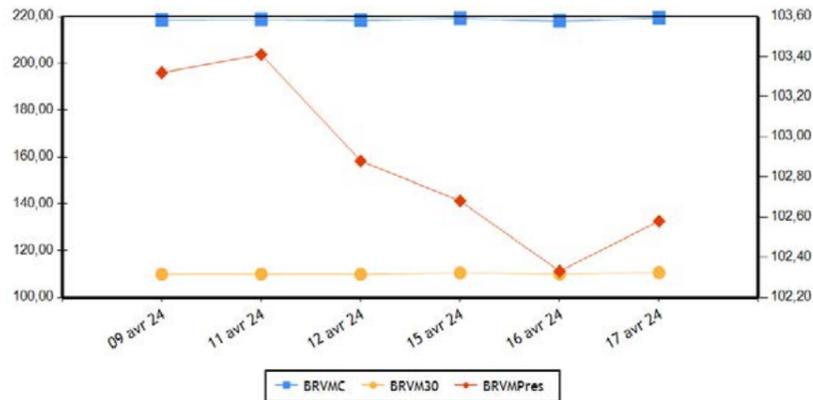
N° 74

BRVM COMPOSITE	219,36
Variation Jour	0,61 %
Variation annuelle	2,43 %

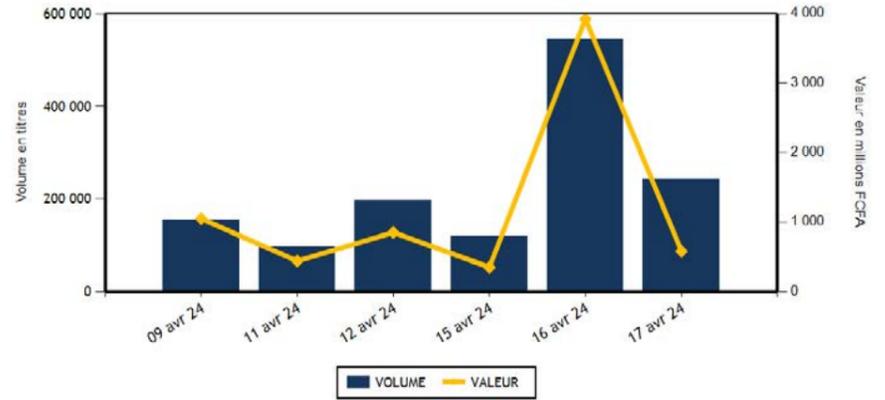
BRVM 30	110,57
Variation Jour	0,48 %
Variation annuelle	2,52 %

BRVM PRESTIGE	102,58
Variation Jour	0,24 %
Variation annuelle	1,09 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 160 927 326 841	0,61 %
Volume échangé (Actions & Droits)	230 675	60,09 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	500 466 722	76,29 %
Nombre de titres transigés	39	-7,14 %
Nombre de titres en hausse	14	100,00 %
Nombre de titres en baisse	8	-55,56 %
Nombre de titres inchangés	17	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 332 430 468 013	-0,18 %
Volume échangé	11 010	-97,25 %
Valeur transigée (FCFA)	78 914 029	-97,83 %
Nombre de titres transigés	14	-12,50 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	3	0,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-9,09 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	2 170	7,43 %	-7,66 %
SITAB CI (STBC)	6 750	7,31 %	13,54 %
BERNABE CI (BNBC)	1 300	7,00 %	30,00 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	460	4,55 %	-3,16 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 675	3,18 %	-5,42 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	2 400	-1,84 %	-4,00 %
UNIWAX CI (UNXC)	515	-0,96 %	-3,74 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 250	-0,88 %	18,42 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	655	-0,76 %	-9,66 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	7 200	-0,62 %	4,42 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	102,58	0,24 %	1,09 %	52 950	173 367 030	6,94
BRVM-PRINCIPAL	36	105,50	0,97 %	1,48 %	177 725	327 099 692	12,28

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,78	1,59 %	1,73 %	10 035	53 317 960	39,44
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	546,60	0,60 %	2,85 %	9 372	46 545 130	8,26
BRVM - FINANCES	15	88,45	0,39 %	2,35 %	152 621	297 647 152	6,00
BRVM - TRANSPORT	2	398,98	0,00 %	20,55 %	628	1 016 780	8,86
BRVM - AGRICULTURE	5	168,45	1,67 %	4,26 %	22 709	50 118 920	8,71
BRVM - DISTRIBUTION	7	317,76	0,43 %	-3,18 %	35 306	51 817 820	11,27
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	913,07	0,00 %	-17,78 %	4	2 960	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,82
Taux de rendement moyen du marché	8,26
Taux de rentabilité moyen du marché	10,33
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	141
Volume moyen annuel par séance	328 532,00
Valeur moyenne annuelle par séance	922 966 703,78

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	7,98
Ratio moyen de satisfaction	17,91
Ratio moyen de tendance	224,52
Ratio moyen de couverture	44,54
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	4,44
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des PER des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Prévisions économiques

La croissance de la France et de l'Allemagne en panne

Le rapport sur l'économie mondiale du FMI vient d'être publié. Le fond a raboté ses prévisions pour ces deux piliers.

La croissance de la France et de l'Allemagne sera nettement moins élevée qu'anticipé cette année et l'an prochain, pesant sur l'activité dans l'ensemble du bloc européen, a estimé mardi le Fonds monétaire international (FMI). Dans son rapport sur l'économie mondiale publié mardi, le FMI rabote de 0,3 point par rapport à janvier ses prévisions de croissance pour les deux premières économies de la zone euro. Il envisage désormais une croissance de 0,2% pour Berlin et de 0,7% pour Paris cette année.

Dégradation

Après la récession enregistrée l'an dernier, l'économie allemande redémarre plus lentement que prévu: le FMI dégrade pour la troisième fois de suite sa prévision de croissance 2024 en raison notamment de la «faiblesse» de la consommation dans le pays. Pour la France, c'est la deuxième dégradation de suite. Le FMI anticipait encore 1,3% de croissance à l'automne dernier. L'Allemagne a ces derniers temps été décrite par beaucoup d'observateurs comme «l'homme malade de l'Europe», reprenant une expression employée à la fin des années 1990 après le contre-coup de la Réunification.

Impact chinois

La concurrence chinoise, l'effet de la transition verte sur l'industrie et la hausse des prix de l'énergie pèsent fortement sur l'économie allemande, souligne auprès de l'AFP Stéphane Colliac, économiste spécialiste de l'Allemagne et de la France au sein de la banque BNP Paribas. La France subit de son côté l'in-



flation et la hausse des taux d'intérêt, outre le contrecoup du ralentissement allemand, ajoute l'économiste. «Le contexte géopolitique n'est pas favorable à la croissance et à la confiance», reconnaissait lundi une source au ministère français de l'Économie, mettant en avant les attaques de rebelles houthis en mer Rouge, les risques d'escalade au Moyen-Orient, et la persistance du conflit en Ukraine.

Paris trop optimiste ?

Le gouvernement français a raboté en janvier sa propre prévision de croissance 2024 à 1%, mais elle reste encore trop optimiste au regard des attentes des grandes institutions économiques. La Banque de France vise 0,8%, l'OCDE 0,6% et la Commission européenne 0,9%. La dégradation des prévisions pour les deux premières économies européennes auront logiquement un effet sur toute la zone euro cette année. Le FMI y prédit désormais une croissance de 0,8%, soit un recul de 0,1 point par rapport aux précédents chiffres. «La croissance va augmenter cette année mais en partant de très bas», reconnaît le FMI, citant comme facteurs négatifs les effets de la hausse des taux d'intérêt, du coût

de l'énergie et les mesures d'économies mises en place à travers l'Europe pour lutter contre les déficits.

Espoir pour l'an prochain

L'économie européenne devrait toutefois retrouver du tonus l'an prochain selon le FMI qui entrevoit 1,5% de croissance, d'autant que la Banque centrale européenne (BCE) devrait commencer à baisser en juin ses taux d'intérêt et ainsi soutenir l'activité économique. Mais là encore, les prévisions du FMI sont moins optimistes qu'en janvier: avec 1,4% et 1,3%, les anticipations de croissance pour la France et l'Allemagne sont en recul de 0,3 point par rapport à janvier, faisant baisser celle pour la zone euro de 0,2 point. Autre poids lourd européen, l'Italie devrait enregistrer une croissance de 0,7% cette année selon le FMI, une prévision inchangée, mais son économie croîtra bien moins vite qu'anticipé l'an prochain, avec 0,7% contre une précédente estimation de 1,1%. À l'inverse de ses voisins, l'Espagne affichera une croissance vigoureuse, avec 1,9% cette année (+0,4 point) et 2,1% l'an prochain (inchangé).

(AFP)

Proche-Orient

EasyJet ne volera plus vers Tel Aviv jusqu'à la fin octobre

Déjà annulés jusqu'au 21 avril, les vols ne reprendront pas avant octobre prochain.

La compagnie aérienne britannique easyJet, qui avait annoncé lundi la suspension de ses vols vers Tel Aviv pour une semaine après l'attaque menée par l'Iran contre Israël, a indiqué mardi que ces liaisons resteraient finalement suspendues jusqu'à fin octobre. «En raison de l'évolution constante de la situation en Israël, easyJet a pris la décision de suspendre ses vols à destination de Tel Aviv pour le reste de la saison estivale jusqu'au 27 octobre», a annoncé la compagnie dans une déclaration.



Des options ou un remboursement

«Les clients ayant réservé un vol sur cette ligne jusqu'à cette date se voient proposer différentes options, dont un remboursement intégral», a-t-elle précisé. EasyJet avait initialement suspendu

ses opérations à destination et en provenance de Tel Aviv jusqu'au 21 avril. «La sûreté et la sécurité de nos passagers et de nos équipages sont toujours la priorité absolue d'easyJet», avait-elle indiqué lundi.

(AFP)

Réseaux sociaux

Les nouveaux utilisateurs de X devront payer

Pour Elon Musk, patron de la plateforme, exiger de «petits frais» est indispensable pour lutter contre les robots.

Les nouveaux utilisateurs de X (ex-Twitter) devront payer de «petits frais» pour publier sur la plateforme pendant une durée de trois mois, a suggéré lundi soir le patron du réseau social, Elon Musk, dans un message. «Malheureusement, de petits frais pour que les nouveaux utilisateurs aient le droit d'écrire est la seule façon de lutter contre l'assaut incessant des bots (les comptes automatisés, NDLR)», a écrit le milliardaire. «Les intelligences artificielles actuelles (et les fermes à trolls) arrivent à passer facilement les tests "êtes-vous un robot?"», a-t-il poursuivi. La mesure ne concernera que les nouveaux utilisateurs du réseau social et «ils pourront écrire gratuitement après trois mois», a-t-il précisé dans un autre message. Elon Musk, qui a acquis Twitter en 2022, n'a pas précisé le montant de ces frais, la date de leur déploiement ou les pays concernés.



Lecture seule

La plateforme X a déjà mis en place en octobre une mesure similaire en Nouvelle-Zélande et aux Philippines, où les nouveaux usagers doivent payer respectivement 0,75 dollar et 0,85 dollar pour des services de base comme la publication de messages. Ceux qui refusent de débours ces sommes n'ont accès qu'à la seule fonction «lecture» de la plateforme, c'est-à-dire regarder des vidéos ou suivre des comptes. Cette politique visait déjà à réduire les spams (messages non sollicités) ainsi que la «manipulation de la plateforme et l'activité des bots», avait indiqué le réseau. Les «bots», de faux comptes diffusant

de la désinformation et de fausses rumeurs, pullulent sur la plateforme depuis sa reprise en main par Elon Musk et la forte diminution de la modération des contenus. Beaucoup d'annonceurs ont déserté X. Sa valeur a été divisée par deux, passant de 44 milliards de dollars à 20 milliards, et les recettes publicitaires ont chuté de moitié, a déploré Elon Musk dans un document interne consulté par plusieurs médias américains et révélé fin mars. Pour contrer ce phénomène et générer des revenus, X a lancé depuis 2023 des formules payantes, d'abord pour obtenir des badges de certification, puis pour masquer les publicités.

(afp)

Royaume-Uni

Ralentissement de la croissance des salaires

Le taux de chômage a augmenté au Royaume-Uni à 4,2% pour les trois mois achevés fin février, contre 3,9% à fin janvier, tandis que la croissance des salaires hors bonus au Royaume-Uni atteint 6%. Des chiffres scrutés de près par la Banque d'Angleterre (BoE) qui maintient depuis des mois un taux directeur élevé, à 5,25%.

De quoi faire espérer une baisse des taux par la Banque d'Angleterre (BoE) dans les prochains mois. La croissance des salaires hors bonus au Royaume-Uni, selon l'Office national des statistiques, atteint 6% pour les trois mois achevés fin février, en léger recul. Mais la hausse des revenus en termes réels, c'est-à-dire une fois l'effet de l'inflation pris en compte, accélère légèrement à 2,1%. Le taux de personnes «inactives», c'est-à-dire hors du marché du travail et ne cherchant pas d'emploi, a lui aussi augmenté entre décembre et février, et se situe à 22,2% des 16-64 ans. Le nombre d'emplois non pourvus était par ailleurs légèrement plus élevé pour la période de janvier à mars, à 916.000, qu'à fin février, selon les données de l'ONS publiées mardi. «Nous voyons les premiers signes que le marché du travail commence à se détendre», a relevé sur X (ex-Twitter) Liz McKeown, directrice des statistiques économiques de l'ONS.

Vers une baisse des taux ?



En effet, ces chiffres sont scrutés de près par la Banque d'Angleterre (BoE), qui maintient depuis des mois un taux directeur élevé, à 5,25%, pour tenter de ramener l'inflation à son objectif de 2%, mais pourrait commencer à desserrer la pression dans les mois qui viennent. «Le léger ralentissement de la croissance des salaires confortera la BoE» pour qui ces données sont «un indicateur clé de la pression inflationniste» dans le pays, de même que «la hausse du taux de chômage dresse le portrait d'un marché du travail moins tendu», selon Yael Selfin, économiste en chef chez KPMG UK. Cette «atténuation des pressions sur le marché du travail maintient la banque centrale sur la trajectoire d'une baisse des taux cet été» Néanmoins, si l'inflation a nette-

ment ralenti depuis son pic à plus de 11% fin 2022, à 3,4% sur un an en février, elle reste supérieure à l'objectif de 2%. Qui plus est, un taux directeur élevé se traduit pour les particuliers comme les entreprises britanniques par une flambée des coûts du crédit, notamment immobilier, ce qui pèse sur des ménages déjà éprouvés par l'inflation et la crise du pouvoir d'achat, et sur l'économie.

Le PIB a progressé en février

Par ailleurs, le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni, selon les chiffres dévoilés vendredi par l'ONS a progressé de 0,1% sur un mois en février, renforçant l'espoir que le pays est sorti de la récession où il était tombé au deuxième semestre de l'an dernier.

(Avec AFP)

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9 ^{ème} édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : spia@capaalgerie.com https://www.capaalgerie.com	Gouvernement Algérien
14 ^{ème} Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 www.smamedfood.com	Sfax International Fair Association
3 ^{ème} édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA WWW.FONI.AFRICA	Afrik Créances
9 ^{ème} édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : besma@petroafrica.org www.petroafrica.org Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria kayodesoquntuase@yahoo.co.uk +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistbenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : register@theafricaceoforum.com partners@theafricaceoforum.com tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistbenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Vous aurez aujourd'hui de grands besoins d'argent pour satisfaire toutes vos envies. Cependant, vous auriez intérêt à profiter de cet heureux aspect de Neptune pour mettre de l'argent de côté et l'investir de façon sûre.

Taureau Le climat astral de la journée incitera à la prudence dans le domaine financier. Vous risquez de ne pas voir les choses comme elles sont en réalité, et de commettre de graves erreurs en vous lançant inconsidérément. Vous pourrez cependant éviter la plupart des déboires possibles en faisant passer la réflexion avant l'action. N'essayez surtout pas de tricher, de jouer au plus fin, en particulier avec le fisc : les dégâts risqueraient d'être considérables.

Gémeaux Ne succombez pas à la tentation de dépenser plus que vos moyens ne le permettent. "S'habiller à sa taille et se chausser à son pied : voilà la sagesse" (Horace). Evitez les découverts, les dettes et les engagements inconsidérés que vous seriez tenté de prendre pour résoudre les difficultés du présent. Cependant, grâce aux bons offices de la planète Neptune, quels que soient vos ennuis financiers, vous vous en sortirez, à condition de faire preuve d'une rigueur absolue dans la gestion.

Cancer Vous devrez faire preuve de la plus grande prudence si vous voulez échapper aux impacts célestes négatifs qui planent sur votre secteur d'argent. Pour éviter de devoir faire face à des imprévus désagréables, essayez de restreindre vos dépenses. Ce sera la seule façon de vous en sortir en ce moment.

Lion L'ambiance planétaire générale laisse craindre des déceptions en affaires, peut-être un vol ou une perte d'argent, voire une escroquerie. Si vous prêtez de l'argent, ne pensez pas pouvoir le récupérer un jour !

Vierge Ce sera une journée où vous aurez intérêt à tenter votre chance à quelque jeu de hasard ou, éventuellement, à réclamer une prime quelconque. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Balance Cette journée étant placée sous le signe d'une chance insolente qui touchera le domaine financier de votre vie, il ne serait pas du tout étonnant que vous soyez l'un des gagnants du Loto, du Millionnaire, ou du Tiercé. Mais attention : si vous gagnez gros, vous aurez peut-être des difficultés à garder cet argent. Vous ne faites en effet pas partie des gens qui savent d'instinct gérer leurs finances. Prenez alors conseil.

Scorpion Attention à l'impact de Jupiter mal aspecté ! Cet astre habituellement bénéfique pourra vous souffler des envies d'achat impulsif plutôt inutiles. Méfiez-vous : ce serait trop dommage de claquer bêtement vos quelques économies au lieu de les mettre de côté pour un projet plus intéressant.

Sagittaire Vous devrez encore compter avec Saturne et la Lune influençant les secteurs de votre thème liés à l'argent. Un impact qui ne permet pas de devenir milliardaire ! Mais ces planètes formeront peu de combinaisons négatives ; elles se contenteront donc de limiter votre expansion financière, mais ne chercheront pas à vous causer des difficultés.

Capricorne Mars vous rendra exagérément optimiste et vous incitera à sous-estimer les difficultés financières. Alors, efforcez-vous, même devant des propositions alléchantes, de garder la tête froide et d'examiner à fond le problème, sinon vous risquez des pertes.

Verseau Les astres vous promettent une chance certaine sur le plan financier. Mais vous devrez éviter de voir trop grand dans vos entreprises, car vous pourriez vous laisser aller à prendre des risques inutiles susceptibles d'entraîner de lourdes pertes. Chance accrue aux jeux de hasard tout au long de la journée ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Poisson Avec cet aspect de Jupiter, vous n'aurez pas grand-chose à faire pour maintenir vos finances au beau fixe. Le prêt que vous sollicitiez depuis quelque temps sans succès vous sera enfin accordé, et de surcroît au meilleur taux du marché. C'est presque trop beau pour être vrai ; et pourtant, c'est ce qui vous attend. Tentez aussi votre chance au jeu.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



TERMS OF REFERENCE

POUR LE CONTRAT DE CONSULTANCE

1. **Lieu d'affectation pour la consultance** : Lomé, Togo

2. **Durée de la consultation** : La durée du contrat du consultant sera de dix (10) mois à compter de la signature du contrat. **Catégorie A**

3. **Nature de la consultance** : Ce travail a pour objectif général soutenir les efforts du Gouvernement Togolais dans la gestion de la mobilité humaine dans le contexte du changement climatique, de la dégradation environnementale et des catastrophes à travers divers activités.

4. Contexte et portée du projet :

Le Togo, comme beaucoup d'autres pays, constitue à la fois un pays d'accueil, de transit et de départ des migrants de la région de l'Afrique de l'Ouest et d'ailleurs. Le pays connaît des dynamiques migratoires diverses, influencées par des secteurs économiques en évolution, une instabilité politique et des défis socio-économiques (chômage, etc.), auxquels s'ajoutent les catastrophes et chocs climatiques.

Selon le rapport Groundswell Afrique publié par la Banque Mondiale en 2021, le changement climatique pourrait entraîner des flux migratoires importants vers les régions du nord-ouest et du centre-sud du Togo tandis que les zones côtières de faible altitude, y compris Lomé, pourraient connaître une émigration climatique en raison de l'élévation du niveau de la mer.

Le Togo, dans sa lutte contre les changements climatiques, a entrepris les réformes dans les secteurs socioéconomiques de développement pour assurer une transition vers une économie verte. Cette volonté manifeste du Gouvernement trouve aujourd'hui son ancrage dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND 2018-2022), de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 et de l'Agenda 2030, et le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques du Togo (PNACC) de 2021.

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) est l'Organisme des Nations Unies chargé des migrations. Elle accompagne les gouvernements dans la promotion et gestion d'une migration sûre, ordonnée et respectueuse de la dignité humaine au profit de tous.

Dans le cadre du projet « **Gestion de la mobilité humaine dans le contexte du changement climatique, de la dégradation environnementale et des catastrophes au Togo** » en travaillant en étroite collaboration avec l'agence nationale de protection civile et la direction de l'environnement et tout autre acteur jugé nécessaire, L'OIM recrute un consultant national dont le but est d'accompagner la mise en œuvre du projet.

Contenu :

Il s'agit suivant le document de projet de :

- Réaliser une étude concernant les impacts du changement climatique sur les dynamiques de mobilité humaine au Togo, et organiser deux ateliers nationaux de consultation et de validation (avec recommandations).
- Organiser un atelier de consultation avec les différents Ministères sectoriels et la société civile pour élaborer des recommandations stratégiques visant à intégrer la mobilité humaine dans le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique et dans la mise en œuvre des engagements du Gouvernement togolais relatifs à la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).
- Sur base des consultations et recommandations élaborées dans l'activité précédente, développer une feuille de route sur l'intégration de la mobilité humaine dans le contexte des catastrophes, de la dégradation de l'environnement et du changement climatique dans le Plan National d'Adaptation et la Contribution Nationale Déterminée.
- Faciliter le renforcement des capacités locales et nationales sur la synergie d'actions à mener pour lutter contre la vulnérabilité et la fragilité des communautés pastorales, de celles exposées à l'exode rural et des personnes déplacées internes, face au changement climatique et aux risques de conflits.
- Appuyer l'élaboration d'initiatives facilitant la gestion durable et participative des ressources naturelles au niveau local. Il s'agit notamment de développer des plans de prévention et de mise en sûreté (PPMS) dans les localités les plus exposées aux risques climatiques pour la prévention des catastrophes.
- Soutenir et orienter les partenaires dans le processus de restauration des zones environnementales dégradées, y compris à travers l'aménagement et la végétalisation des couloirs de transhumance.

5. Département / Unité organisationnelle à laquelle le Consultant contribue :

- **Unité:** Programme
- **Titre du projet :** Gestion de la mobilité humaine dans le contexte du changement climatique, de la dégradation environnementale et des catastrophes au Togo

6. Consultants de catégorie A : Résultats tangibles et mesurables de la mission de travail (avec des dates de livraison réalistes)

Paiement mensuel sur présentation du rapport de consultance

7. Indicateurs de performances pour l'évaluation des résultats

- Soumission de l'approche méthodologique et du plan de travail pour l'étude des impacts du changement climatique sur les dynamiques de mobilité humaine au Togo ;
- Soumission des rapports mensuel des étapes ;
- Soumission du draft du document de rapport d'étude ; Intégration des amendements et soumission du document final.
- Présentation du document final aux parties prenantes et gouvernement et mener l'atelier de validation nationale ;
- organisation des consultations nationales pour l'intégration de la mobilité humaine Plan National d'Adaptation au Changement Climatique.
- Organisation de sessions de renforcement des capacités locales et nationales sont organisées sur la synergie d'actions à mener pour lutter contre la vulnérabilité et la fragilité des communautés face au changement climatique et aux risques de conflits.
- Appuyer les initiatives facilitant la gestion durable et participative des ressources naturelles au niveau local est développées.
- Appuyer les partenaires clés au projet pour la restauration des zones environnementales dégradées.

8. Formation, expérience et/ou compétences requise

- Être titulaire d'un Diplôme universitaire en sciences sociales, environnementale, sociologie ou similaires.
- Avoir un minimum de quatre (4) années avérées sur les questions de mobilité humaine, changement climatique, migration serait un atout ;
- Avoir une expérience et compétences vérifiables en planification, appui institutionnel et en développement des politiques
- Avoir une connaissance de la région de la CEDEAO et de son cadre institutionnelle ;
- Avoir une connaissance des enjeux de la politique migratoire globale et régionale serait un atout ;
- Une expérience vérifiable dans la rédaction et analyse des documents de politique publique.

9. Déplacement requis

Oui, à l'intérieur du pays

10. Compétences

Valeurs

• **Inclusion et respect de la diversité** : respecte et promeut les différences individuelles et culturelles ; encourage la diversité et l'inclusion dans la mesure du possible.

• **Intégrité et transparence** : maintien des normes éthiques élevées et agit d'une manière conforme principes/règles d'organisation et normes de conduite.

• **Professionalisme** : démontre sa capacité à travailler de manière calme, compétente et engagée et exerce un jugement prudent pour relever les défis quotidiens.

Compétences essentielles – indicateurs du comportement

• **Travail d'équipe** : développe et promeut une collaboration efficace au sein et entre les unités pour atteindre des objectifs communs et optimise les résultats.

• **Livrer des résultats** : produit et livre des résultats de qualité d'une manière axée sur le service et le temps opportun ; est orienté vers l'action et s'engage à atteindre les résultats convenus.

• **Gérer et partager les connaissances** : cherche en permanence à apprendre, partager les connaissances et innover.

• **Responsabilité** : s'approprie la réalisation des priorités de l'Organisation et assume la responsabilité de ses propres actions et du travail délégué.

• **Communication** : encourage et contribue à une communication claire et ouverte ; explique des sujets complexes de manière informative, inspirante et motivante.

11. Comment postuler

Les personnes intéressées, peuvent envoyer les dossiers à l'adresse email : togovacancy@iom.int avec comme objet de l'email (**CONSULTANT SPECIALISTE EN MIGRATION ET CHANGEMENT CLIMATIQUE**) au plus tard le **29 avril 2024** à 17h.

Ils peuvent également obtenir des informations complémentaires au bureau de l'OIM- Togo sis au 125 Rue de l'Ambassade du Brésil, Cité OUA, Lomé-Togo.

Santé/dépistage de diabète

Le Lions Club Lomé Alafia en campagne de sensibilisation

Le Lions Club Lomé Alafia a organisé, en collaboration avec le Lions Club France, une campagne de sensibilisation et de dépistage gratuit de diabète, le mercredi 17 avril à Lomé.

Cette activité s'est déroulée sous le thème « L'accès aux soins pour le diabète. Et si ce n'est pas maintenant. Quand ? ». Elle s'inscrit dans le cadre du projet « Campagne de sensibilisation et de dépistage gratuit de diabète ». L'objectif est de réduire le taux de mortalité des diabétiques. Il s'agit, aussi à travers cette campagne, de distribuer gratuitement de médicaments aux patients afin de minimiser le risque de décès. Cette sensibilisation et de dépistage diabète a permis de sensibiliser les patients sur les causes du diabète, sa manifestation et sa prévention. Elle a servi de cadre de distribution d'insuline aux patients diabétiques que Lions Club Lomé Alafia suit depuis des années. Selon les organisateurs, le diabète est une maladie chronique grave qui se déclare lorsque le pancréas ne produit pas suffisamment d'insuline, ou lorsque l'organisme n'est pas capable d'utiliser correctement l'insuline qu'il produit. Le diabète est un important



problème de santé publique qui gagne le terrain. Le chef de service audit-interne du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, Worou Kassétinin représentant son ministre a indiqué que le diabète et ses complications sont responsables d'importantes pertes économiques pour les diabétiques et leur famille ainsi que pour les systèmes de santé et les économies nationales, du fait des coûts médicaux directs et des pertes d'emploi et de salaire. Mon département, a-t-il poursuivi, reste sensible à toutes actions conduites depuis des années par les Lions Club Lomé Alafia dans le domaine de la santé en faveur des populations, notamment les plus vulnérables. M. Worou a exhorté toute la

population à se faire dépister, à faire l'exercice physique, et à avoir un régime alimentaire sain et éviter la consommation du tabac pour se prémunir du diabète. La présidente Lions Club Lomé Alafia mandat 2023-2024, Mme Rosine Akato a indiqué qu'une hausse régulière du nombre de cas de diabète et de la prévalence de la maladie a été enregistrée ces dernières décennies. Actuellement dans le monde, le diabète touche une personne sur douze, ce qui est énorme, a-t-elle dit avant d'inviter les participants à se faire dépister régulièrement pour savoir s'ils sont diabétiques et de type A ou B ainsi qu'à manger saine, bouger beaucoup et faire régulièrement le sport.

Avec ATOP/FD/DHK

Lacs / protection de l'enfance

Les acteurs locaux font le bilan des activités du premier trimestre

Les membres du Cadre de concertation des acteurs de protection de l'enfant (CCAPE) de la préfecture des Lacs ont tenu le mardi 16 avril à Aného leur première réunion trimestrielle de l'année 2024.

La rencontre est organisée par la coordination dudit cadre avec l'appui technique et financier du projet « Education nécessaire à la santé sexuelle et reproductive équitable pour devenir maître de son bien-être et libre de ses choix » (EN-SEMBLE) de l'ONG Handicap International /Humanité et inclusion. Elle a permis de faire le bilan des activités du premier trimestre, de relever les difficultés rencontrées et de planifier les activités de 2024. Les participants ont adopté le compte rendu de la réunion du 4ème trimestre de 2023, suivi une présentation sur la situation des cas gérés de janvier au 31 mars 2024. Il résulte du rapport qu'au total 15 cas d'enfants dont 11 filles ont fait l'objet d'intervention au cours du premier trimestre de l'année 2024. Il s'agit des cas de maltraitance, de fugue, de viol, d'abus sexuel, d'harcèlement sexuel et de pédophilie. En terme de difficultés, on note l'insuffisance de moyens de matériels, financiers et humains pour une



prise en charge efficace et adéquate des cas reçus, la non dénonciation de certains cas d'abus pour des raisons des liens familiaux et de menaces et par peur de représailles dans les communautés et puis le traitement à l'amiable des cas d'abus par souci de garder les liens familiaux, de bon voisinage et de cohésion sociale. Les acteurs de protection de l'enfant ont également élaboré un plan d'action de l'année en cours qui prend en compte la réunion du cadre, les émissions radio-phoniques sur les termes de protection de l'enfance pour amener les communautés à avoir connaissance de types de violence et à pouvoir les dénoncer. Ce plan fait allusion à la sensibilisation des

communautés sur les thématiques liés à la protection de l'enfant en vue d'informer et de former les clubs scolaires et des jeunes sur les mécanismes d'alerte et de dénonciation des cas. Au terme des travaux les acteurs ont formulé des recommandations relatives au renforcement de la collaboration entre les différentes structures du cadre, à la relance des responsables des activités du plan d'action au moment opportun et puis à approcher les responsables des cadres communaux pour redynamiser lesdits cadres. Les travaux ont été présidés par le vice-président de la coordination, M'belou Ananbiréré, directeur préfectoral de l'action sociale des Lacs.

Avec ATOP/DK/GMM

Ligue des Champions

Le vestiaire du FC Barcelone est anéanti

La défaite synonyme d'élimination de la Ligue des Champions a fait très mal au FC Barcelone. Le vestiaire est particulièrement atteint par cette déception.

Le sommeil a dû être difficile à trouver cette nuit pour les joueurs du Barça. Quelques heures après leur élimination en quarts de finale de Ligue des Champions, la déception était encore dans les têtes, tout comme au réveil ce matin à en croire la presse catalane. Il faut dire que le scénario en a rajouté une couche. Après leur victoire à l'aller au Parc des Princes (3-2) et l'ouverture du score hier soir dès la 12e minute, les protégés de Xavi avaient pris deux buts d'avance sur l'ensemble de la confrontation. Puis patatras, l'expulsion de Ronald

Araujo à la demi-heure de jeu a tout changé. Réduits à dix, les Barcelonais ont logiquement subi la rencontre face à onze Parisiens révoltés. Dembélé a égalisé avant la pause puis Vitorinha a donné l'avantage au PSG d'une belle frappe. Joao Cancelo concédait un penalty très évitable que Mbappé transformait, avant que ce dernier inscrive un doublé au bout du temps additionnel, synonyme de qualification et d'une nouvelle fessée (4-1, comme celle de 2021) infligée au Barça chez lui.

Le Barça y croyait

Le rêve de C1 s'est envolé. Preuve que cette élimination fait très mal, Xavi a complètement dégoupillé sur son banc à l'heure de jeu. Il a fini par être exclu, comme l'un de ses adjoints quelques minutes plus tard. D'après Sport, les regards étaient hagards dans le vestiaire après la rencontre, vidés de fatigue et surtout de déception. La Ligue des Champions était la seule manière de sauver cette saison et la qualification contre Naples avait donné beaucoup de confiance à un groupe qui s'était mis à croire en un possible succès final.

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	Energie électrique
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	Voitures de tourisme et autres véhicules
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires

Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	Energie électrique
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	Voitures de tourisme et autres véhicules
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires
Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side car, side car.	Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side car, side car.
Huiles de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux
Coton, non cardé ni peigné	Huile de palme et ses fractions, même raffinées
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	Riz
Parapages, boîtes, sources, etc.	Véhicules automobiles pour le transport



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★

Semaine
de **L'INDÉPENDANCE**

DU 22 AU 28 AVRIL 2024

10%

de réduction sur toute
commande de repas

+228 92 54 46 20
foodbev@hotel2fevrierlome.com



CMJN

CMJN